CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 28 octobre 1983

La séance est ouverte à 11 heures.

• (1105)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LES FRAIS DE TRANSPORT DES AGRICULTEURS DE L'OUEST

M. Lee Clark (Brandon-Souris): Madame le Président, tandis que les agriculteurs, particulièrement ceux de l'Ouest, doivent lutter pour arriver simplement à survivre, il n'est pas impossible que le cabinet fédéral approuve une proposition qui aggraverait encore la situation financière des producteurs des Prairies. En effet, comme s'il n'était pas suffisant de proposer d'énormes majorations des frais de transport ferroviaire au cours des trois prochaines années, le gouvernement pourrait augmenter le coût de transport des céréales et d'autres marchandises par la Voie maritime. Les agriculteurs des Prairies feraient en majeure partie les frais d'une pareille hausse du tarif. Toutefois, ils ne peuvent absolument pas supporter un nouvel accroissement de leurs charges financières.

Permettez-moi de rappeler à la Chambre les frais de transport que les agriculteurs de l'Ouest doivent acquitter. L'ensemble des agriculteurs paient environ 150 millions de dollars chaque année pour acheminer leurs céréales par chemin de fer. Aux termes de la loi sur le transport du grain de l'Ouest, ils seront tenus de verser 219 millions de dollars de plus au cours des trois prochaines années. Il faut ajouter à cela les 24 millions de dollars que les agriculteurs versent actuellement au titre des droits de péage sur la Voie maritime. Même une majoration de 5 p. 100 conformément aux principes directeurs du gouvernement, serait trop élevée. En effet, les agriculteurs canadiens doivent se demander quand cela prendra fin. Malheureusement pour certains d'entre eux, ce sera la faillite, à moins que le gouvernement ne se rende compte des graves problèmes financiers que doivent affronter les agriculteurs canadiens.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE LIBAN—L'OCCUPATION PAR LES FORCES DE L'OLP ET DE LA SYRIE

M. Roland de Corneille (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants): Madame le Président, chacun sait que, depuis nombre d'années, le Liban est le théâtre d'une guerre civile qui met aux prises diverses factions belligérantes. On sait aussi que l'implantation au Liban d'une OLP armée jusqu'aux dents est le fait des Syriens et des Soviétiques. Les forces de l'OLP sont parvenues à saper la souveraineté de ce pays et à enlever à son gouvernement tout semblant d'autorité. L'OLP a soumis les Libanais, tout particulièrement

les chrétiens, au règne de la terreur, et, munie d'armes soviétiques, elle a fait du sud du Liban une base à partir de laquelle elle mène ses attaques contre Israël. Personne n'ignore qu'elle a utilisé le Liban comme un repaire, se retranchant à l'intérieur des frontières de ce pays comme derrière un bouclier pour lancer ses raids contre Israël.

M. Prud'homme: Et que dire de M. Shamir?

M. de Corneille: Nous savons bien que l'OLP et la Syrie ont occupé et dominé le Liban pendant des années comme puissances d'occupation. L'Occident sait qu'Israël a cherché à se protéger des attaques terroristes. Seule la présence de ce pays au Liban nous permet d'espérer en arriver à une entente qui expulsera les forces étrangères du Liban.

M. Prud'homme: M. Shamir est bien connu.

M. de Corneille: Alors, pourquoi notre ministère des Affaires extérieures ne s'est-il pas soucié jusqu'ici de condamner la présence des parasites de l'OLP au Liban et celle des envahisseurs syriens d'exiger le retrait de la Syrie et de l'OLP? Pourquoi avoir encore deux poids, deux mesures au détriment d'Israël? On fait des déclarations condescendantes pour fustiger Israël et l'exhorter à se retirer unilatéralement du Liban. Madame le Président, une politique aussi injuste, irréaliste et stérile nous fait honte.

Mme le Président: La parole est au député de Leeds-Grenville.

* * *

LE LOGEMENT

LA CAMPAGNE DE PUBLICITÉ POUR LES MAISONS SUPEREFFICACES EN FAIT DE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

Mme Jennifer Cossitt (Leeds-Grenville): Madame le Président, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources demande aux entrepreneurs d'un peu partout au Canada de construire et de promouvoir des maisons superefficaces en fait de consommation énergétique en vertu du Programme R-2000. Cependant, nous avons là un autre exemple du gaspillage flagrant des deniers publics dans la mise en œuvre de ce programme.

Le représentant du gouvernement fédéral à Toronto auquel on a confié la tâche de coordonner la construction des maisons R-2000 a fourni aux constructeurs très peu de l'aide prévue malgré leurs tentatives répétées pour obtenir du gouvernement fédéral qu'il respecte sa part du marché. L'aide qui leur a été promise s'ils encourageaient la vente des maisons R-2000 a été loin d'atteindre son objectif. Il n'y a que deux semaines que le ministre a permis le lancement de la campagne publicitaire relative à ce programme et il faudra attendre encore quelques semaines avant que la réclame paraisse dans la presse locale. Ces maisons, construites par des personnes beaucoup plus efficaces que les représentants du gouvernement qui administrent le programme, sont déjà prêtes depuis trois ou quatre